

# Cinquante ans après le rattachement de Cabinda à l'Angola, les indépendantistes n'ont pas perdu espoir

Judith Renoult

**Le Front de libération de l'enclave de Cabinda a déclaré de manière unilatérale, le 2 février, l'indépendance de l'exclave vis-à-vis de l'Angola, mais peine à trouver des alliés au-delà de ses frontières.**

Au milieu d'une forêt, devant une vingtaine d'hommes en treillis militaire, d'autres en costume et quelques habitants, un drapeau rouge, jaune et bleu est hissé aux côtés de celui de l'Union africaine. « Cabinda est et devient, à compter de ce jour, un Etat souverain et indépendant », déclare Jacinto Antonio Telica, le secrétaire général du Front de libération de l'enclave de Cabinda-Forces armées du Cabinda (FLEC-FAC), une organisation indépendantiste de ce qui est officiellement une province angolaise – d'une importance stratégique pour ses réserves de pétrole. La vidéo, postée le 2 février, est relayée le jour-même lors d'une conférence de presse à Bruxelles par d'autres membres du FLEC-FAC.

Située entre la République démocratique du Congo (RDC), le Congo et l'océan Atlantique, Cabinda est une exclave, un territoire de 7 200 kilomètres carrés rattaché à l'Angola, sans partager de frontière terrestre avec le pays. Ce rattachement, opéré lors de l'indépendance de l'Angola vis-à-vis du Portugal, en 1975, et reconnu par la communauté internationale, est contesté par plusieurs organisations cabindaises, depuis lors en lutte armée de basse intensité contre le gouvernement de Luanda.

Elles se réfèrent au traité de Simulambuco, signé le 1er février 1885 entre le Portugal et les pouvoirs locaux exerçant alors leur autorité sur le territoire de Cabinda, qui marquait la création d'un protectorat distinct de l'Angola. « La cessation du protectorat aurait dû s'accompagner de l'indépendance du territoire cabindais », affirme, sur son site Internet, le Haut Conseil de Cabinda.

C'est la signature de ce traité que commémorent des militants indépendantistes de Cabinda chaque 1er février. Cette année, à la veille de la déclaration d'indépendance, cinq d'entre eux ont été arrêtés, puis relâchés trois jours plus tard. Difficile de savoir si d'autres sont encore détenus. Pour le gouvernement angolais, le statut de Cabinda n'est pas un sujet : « Il n'y a pas une seule base militaire du FLEC à Cabinda », a balayé, le 13 février, Francisco Pereira Furtado, le ministre d'Etat chargé des affaires militaires.

« Pourquoi envoyer tant de militaires si, officiellement, le FLEC ne représente pas une menace ? », pointe Jean-Claude Nzita, le porte-parole du FLEC qui vit en Suisse. « De 1975 à aujourd'hui, nous avons demandé des négociations et la réponse a toujours été la militarisation du territoire de Cabinda », dénonce-t-il, avant de lancer un appel au président américain Donald Trump – ainsi qu'à tous les dirigeants susceptibles de s'intéresser à la cause – avec qui il serait possible, à l'en croire, de « partager les richesses de Cabinda ».

Revendications peu entendues

« Le FLEC a simplement réaffirmé la position [de non rattachement à l'Angola] défendue depuis 1975 », réagit le Mouvement pour l'indépendance de Cabinda, une autre organisation indépendantiste et non violente, par la voix de son secrétaire général, Antonio Tuma. Aux yeux d'Eugénio Costa Almeida, chercheur angolo-portugais au Centre d'études internationales de l'Institut universitaire de Lisbonne, la déclaration d'indépendance du 2 février est « un moyen pour le FLEC d'affirmer sa présence et de montrer qu'il existe toujours, alors qu'il avait sombré dans un certain oubli ».

Le groupe avait marqué les esprits en 2010, en organisant, lors de la Coupe d'Afrique des nations organisée en Angola, qui avait fait 3 morts et blessé 9 personnes. Un rare coup d'éclat pour une organisation en réalité divisée, dont les revendications sont peu entendues, en Angola comme à l'international.

« Il est évidemment hors de question pour le gouvernement de négocier quoi que ce soit en faveur de l'indépendance de Cabinda, qui joue un rôle stratégique majeur » pour le pouvoir angolais, explique Didier Péclard, professeur à l'université de Genève. Il est aussi peu probable que les appels du FLEC à M. Trump soient écoutés, compte tenu des intérêts communs des Etats-Unis et de l'Angola. Les deux pays tiennent à développer le corridor stratégique de Lobito, une voie ferroviaire qui doit permettre d'acheminer des minerais de RDC et de Zambie jusqu'au port angolais de Lobito.

« Il s'agit pour le FLEC de remettre la question cabindaise sur le devant de la scène politique, au moment où commencent à se préparer les élections [présidentielle et législatives] de 2027 », souligne le chercheur, rappelant l'importante concentration du pouvoir à Luanda. Difficile, en l'absence d'élections locales, de mesurer l'ampleur de l'adhésion des habitants de Cabinda aux revendications indépendantistes. Toutefois, « de nombreux Cabindais considèrent, à raison, que la province ne bénéficie pas de ce qu'elle apporte au pays », estime M. Costa Almeida.

En avril 2025, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, principal parti d'opposition dans le pays, avait déposé une résolution à l'Assemblée nationale en faveur d'un « dialogue sérieux et global » entre le gouvernement et les indépendantistes, et s'était positionné pour une autonomie de Cabinda. Mais pas de quoi infléchir la position du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération de l'Angola.

En revanche, la question s'est discrètement invitée au Parlement portugais, où le parti d'extrême droite Chega a demandé au gouvernement, en décembre 2025, de clarifier sa position sur la situation de Cabinda, reprenant des éléments de la rhétorique indépendantiste. Dès avant 1975, les organisations cabindaises avaient privilégié la voie des négociations avec le Portugal, « tandis que les mouvements indépendantistes angolais avaient choisi la lutte armée », explique Adrien Néry, qui prépare une thèse sur les origines du séparatisme à Cabinda. Sans surprise, le gouvernement portugais a répondu qu'il considère la question comme une « affaire intérieure angolaise ».

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\) \(https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/02/21/cinquante-ans-apres-le-rattachement-de-cabinda-a-l-angola-les-independantistes-n-ont-pas-perdu-espoir\\_6667718\\_3212.html\)](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/02/21/cinquante-ans-apres-le-rattachement-de-cabinda-a-l-angola-les-independantistes-n-ont-pas-perdu-espoir_6667718_3212.html)

© 2026 Le Monde. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0N4i0Zhi0hfOa1w5rxliE6HGg2gRz12qZH7CVod9IK0Rc3gU7zK\_LIGP30qzCtAfq-M2Iz

**news·20260221·LMF·edd×cmofr×c20260221×c66677183212**